



Nou lé Kapab !

Le Journal de l'Az Do Fèr

N°013

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011 •

Budget 2012 :

Pour rassurer les marchés, pas les hommes

L'État fournit de nombreux chiffres, certains pour rassurer les marchés et d'autres pour tenter d'expliquer pourquoi le gouvernement UMP a décidé de geler les subventions aux collectivités, réduire les allocations, augmenter les impôts et les taxes, et enfin la suppression des postes dans la fonction publique, portant atteinte au service public.

Satisfaire les agences de notations

Après une croissance nulle puis en deçà des estimations, le gouvernement a décidé d'intégrer dans le projet de loi de Finances présenté au Sénat une baisse du déficit public de 5,7% du PIB cette année, 4,5% en 2012, puis 3% en 2013. La dette de l'État est de près de 95,3 milliards d'euros en 2011 et devrait, selon les estimations gouvernementales, s'établir à 78,8 milliards en 2012.

Suppression de la dotation globale de fonctionnement

Actuellement en débat, le projet de loi de Finances 2012 prévoit la suppression de la dotation globale de fonctionnement, celle-ci a été adoptée par les sénateurs mardi 22 novembre. Cette enveloppe budgétaire de près de 41,4 milliards d'euros a été supprimée suite à l'attitude «*distracte*» des sénateurs. Allouée aux collectivités territoriales par l'État, cette dotation permet aux communes, Conseils régional et départemental de fonctionner. A La Réunion, les collectivités sont devenues les premiers employeurs de l'île. Avec cette suppression, les institutions locales auront du mal à payer leurs employés et à faire fonctionner leur structure.



Ces mesures ne feront qu'aggraver la situation sociale déjà très inquiétante d'une grande partie de la population réunionnaise: 1/3 des ménages dépend des aides sociales.

Une nouvelle prévision de croissance de 1%, afin de conserver la note triple A. Le ministre de l'Économie, François Baroin, a déclaré mardi 22 novembre 2011 que tout était mis en œuvre pour «*répondre aux objectifs que nous avons fixés, qui sont des engagements, avec des rendez-vous*», afin de permettre à la France de conserver sa note triple A.

L'agence de notations Moody's a mis en garde la France, en cas de hausse durable de ses coûts de financement, l'agence baissera la note française. Cette annonce a réveillé les tensions et inquiétudes sur les dettes souveraines de la zone euro, faisant plonger les Bourses européennes. Malgré les mouvements de contestation, la dette souveraine perdue et les banques qui avaient bénéficié des aides de l'État font pression pour que le gouvernement prenne des mesures de rigueur afin de répondre aux attentes du marché.

Chacun mettra la main à la poche

Ces mesures gouvernementales touchent tous les secteurs d'activité, mais aussi les plus démunis. Parmi ces mesures, les subventions de l'État aux

collectivités devraient être diminuées, suite à la demande d'effort faite par François Fillon. Derrière les chiffres, des êtres humains. Un tiers de la population réunionnaise survit grâce aux aides sociales, la diminution des subventions de l'État aux collectivités qui reversent ces aides va entraîner une baisse pour les bénéficiaires. De même, le service public va être affecté par la diminution du budget national et local ainsi que la suppression des postes.

Au lieu de relancer la croissance et entreprendre des mesures vis-à-vis de l'emploi, le gouvernement a joué la carte du grand capital. Mettant à peine à contribution les hauts revenus et taxant à moindre échelle les transactions financières, ce sont les plus modestes qui subiront de plein fouet ce plan de rigueur.

Avec 60% des jeunes Réunionnais au chômage, 120.000 illettrés, plus de 29% de la population réunionnaise sans emploi, 1/3 des ménages dépendant des aides sociales, La Réunion reste de nouveau dans sa misère et devra attendre un sursaut de la population pour que les choses changent et que les responsables politiques prennent leurs responsabilités vis-à-vis des Réunionnais, d'aujourd'hui et de demain.

Édito

Être vigilant, un combat de tous les jours

Toute la journée sera consacrée à la lutte contre les violences faites aux femmes, au moment même où Henria Esther est venue grossir le compteur des femmes mortes sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon. Mais où commence cette violence, quelles en sont les causes, comment pouvons-nous y mettre un terme? Certains pointeront du doigt les manques de l'éducation, l'image des femmes dans son ensemble qui est véhiculée via différents canaux ou encore la complexité des rapports humains, par définition.

La lutte contre les violences faites aux femmes particulièrement et la lutte contre les violences d'une manière générale n'est pas une tâche aisée. De cette dinette dite «*pour les filles*» au double, voire triple, travail que devra fournir une femme pour atteindre des responsabilités professionnelles équivalentes à celles de son homologue masculin, en passant par ces publicités à caractères sexistes qui tendent à devenir «*banales*», le problème, comme souvent, est global et concerne autant les hommes que les femmes. De la banalité, en voilà un danger. S'habituer aux choses, ne plus ressentir d'indignation, devenir indifférents. Voilà le sort réservé à celles et ceux qui ne sont pas vigilants à la société dans laquelle ils évoluent.

Ce devoir de vigilance, encore plus dans un monde en constante évolution, qui plus est de plus en plus rapidement, s'applique dans plusieurs domaines de la société.

Les droits ne sont pas acquis à vie. Ils sont les fruits de luttes et leur survie dépend très souvent de la poursuite de la lutte, notamment à travers la vigilance. Le malheureux événement du week-end dernier entre Talipot et la Chambre de commerce en est un exemple parmi tant d'autres. En cause, la liberté d'expression. Un peu de recherche sur le sujet et cette phrase qui semble bien résumer l'état d'esprit: «*C'est toujours une illusion de croire que la liberté d'expression n'est plus menacée et la vigilance n'est jamais aussi nécessaire que là où elle paraît superflue*».

Les chiffres de la semaine :

1.100

C'est le nombre d'appels en 2010 au 115 pour des situations de femmes victimes de violences conjugales.

4

C'est le nombre de plaintes par jour en 2010 pour des violences conjugales à l'encontre des femmes. Dans plus de 3 cas sur 4, les faits de violences conjugales concernent des coups et blessures volontaires, criminels ou correctionnels.

642

En 2010, c'est le nombre de personnes qui appellent le 115 (victimes ou non) pour des signalements de femmes victimes de violences conjugales et qui recherchent principalement un hébergement.

Égypte :

Une révolution inachevée...

La place Tahrir s'est une nouvelle fois remplie cette semaine, les Égyptiens se mobilisent contre le pouvoir militaire du Maréchal Hussein Tantaoui qui ne semble pas vouloir enclencher la transition démocratique avant le 28 novembre.

Entre instabilité politique...

Après la chute d'Hosni Moubarak en février dernier, un gouvernement de transition fut chargé d'expédier les affaires courantes du pays et parmi elles, l'organisation d'élections législatives et présidentielles en réponse à la contestation populaire qui a provoqué la chute du régime.

Lors de la nomination de ce gouvernement transitoire, les Égyptiens avaient clairement

affiché leur volonté d'accélérer le processus de transition démocratique visant à transmettre le pouvoir au civil. La junte militaire au pouvoir semblait voir les choses sous un autre angle jusque ce que la mobilisation des Égyptiens n'en vienne à faire démissionner le gouvernement transitoire lundi. Le pays est plongé dans une période d'instabilité politique sans pareil où l'armée et les politiques ne satisfont plus un peuple qui est déterminé à se battre pour vaincre.

Et répression militaire...

De violents affrontements opposaient cette semaine la police à des milliers de manifestants réclamant le départ des militaires au pouvoir, malgré la promesse du chef de l'armée d'organiser une présidentielle à la mi-2012 pour un retour au pouvoir civil. Les différentes journées de mobilisations furent marquées par une trentaine de décès et plusieurs milliers de blessés.

Le conseil supérieur des forces armées égyptiennes a effectivement décidé de répondre à la colère des manifestants par l'utilisation de gaz lacrymogènes. Alors que les frères musulmans s'insurgeaient mardi contre "les pratiques du ministère de l'Intérieur digne de l'ancien régime", plusieurs médecins affirmaient quand à eux que la police anti émeute a tiré à coups de balles réelles sur la foule à l'occasion du rassemblement mardi en plein centre du Caire.



Les Égyptiens réunis sur la Place Tahrir manifeste contre le pouvoir militaire. Cette démocratie tant attendue tarde à venir.

Front national :

Rien de nouveau dans le fond...

Il y a quelques années, l'ancien président du parti d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, avait été empêché de poser le pied sur le sol ultramarin, aujourd'hui, FN974 s'est construit autour de la nouvelle image du Front national, Marine Le Pen.

Il est encore temps de s'indigner, de s'inquiéter, de se rebeller contre le développement de l'extrême droite dans notre département. Derrière le discours édulcoré et enjôleur de Marine Le Pen, la ligne idéologique reste la même: xénophobie, protectionnisme, isolement vis-à-vis des institutions internationales...

Née des civilisations chinoise, indienne, malgache, comorienne et européenne, La Réunion est devenue un exemple de paix et de respect entre les cultures et les religions. L'arrivée du Front national est une remise en cause de ce constat et doit être dénoncée pour qu'un avril 2002 ne se rejoue.

Les ultramarins, des «citoyens de papier»

Jean-Yves Camus, politologue, chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et auteur d'ouvrages sur le Front national, les nationalismes et les extrémismes, a expliqué au "JIR" du 3 novembre 2011 qu'il y a deux cas de figure dans l'intérêt du FN pour l'Outre-mer «(Jean-Marie Le Pen) disait que l'Outre-mer est constitué de terres françaises qu'il faut garder dans le giron de la France. C'est le souvenir de l'empire colonial français. Ce qui compte, c'est l'amour de la France, le patriotisme».

Entre colonialisme et désir de rejet, le Front national surfe sur la vague ancestrale de la xénophobie et du racisme, alors qu'à La

Réunion, le métissage et le respect des cultures et religions prospèrent. De nombreux adhérents et sympathisants du FN «considèrent l'Outre-mer comme un accident de l'histoire. Ils estiment que, même si la France y est présente depuis le XVIIe siècle, ces territoires n'ont rien à faire dans la République française. Pour des questions ethniques. Dans cette optique, les ultra-marins ne sont pas seulement regardés comme des assistés mais comme bénéficiant d'une citoyenneté de papier».

Les «citoyens de papier» pourraient revoir leur citoyenneté remise en cause, avec l'une des mesures phares du FN, «renégocier les accords de Nouméa afin de permettre l'égalité des citoyens Français sur l'ensemble du territoire», ce qui inclut une redéfinition de ceux qui sont français et ceux qui ne le sont pas. Comme l'écrit l'ancien compère de Pierrot Dupuy de Zinfos974, «faut-il pour autant diaboliser le Front national en métropole et surtout en Outre-mer? Non. Ce serait une erreur, une grave erreur. Car, le regard que porte aujourd'hui une partie de la population aussi bien dans l'Hexagone qu'en Outre-mer a évolué. Et ce, même si Marine Le Pen n'est pas (encore) parvenue

à «dédiaboliser» le FN, à La Réunion, certains électeurs, déçus par les partis traditionnels, «sont prêts à tenter l'aventure».

La mobilisation des jeunes contre le FN

Sans besoin de diaboliser le FN à La Réunion, «c'est souvent dans un petit milieu de métropolitains expatriés que le mouvement connaît de l'audience. Lors de la présidentielle de 2002, les scores du FN en Outre-mer ont été faibles», à La Réunion, 3,81% des votes sont destinés à Jean-Marie Le Pen, a indiqué Jean-Yves Camus.

Qu'est-il arrivé pour que le Front national ait pu s'installer en toute tranquillité à La Réunion? Il y a les observateurs réunionnais qui ne souhaitent pas marginaliser la ligne du FN «aujourd'hui que le FN soit ou non, raciste ou xénophobe, ce n'est plus leur principale inquiétude» et de l'autre, il y a les jeunes réunionnais qui ont manifesté en nombre en 2002 contre Jean-Marie Le Pen. Ceux-là mêmes qui sont devenus des électeurs et devraient décider de l'avenir de La Réunion et du FN974.

Témoignages :

« Mon quotidien de femme battue »

Dans un souci de se rapprocher de la réalité vécue d'une de ses femmes réunionnaises, victime de violences conjugales, une femme d'une quarantaine d'années accepte de nous recevoir chez elle, sous couvert d'anonymat bien-sûr.

Elle m'accueille dans son salon, très coloré. L'endroit est agréable et parfumé. C'est une belle maison où l'ordre et le rangement égalent la perfection. Seule ombre au tableau: les poches sous les yeux et l'expression de lassitude et de résignation avec laquelle la propriétaire de maison me reçoit. Elle m'accorde sa confiance, mais explique qu'elle est pressée et me demande de faire au plus vite. Elle ne veut pas d'appareil photo ou que son nom soit cité, ni même la ville dans laquelle elle habite. Elle est stressée par la situation, mais dit vouloir parler, pour témoigner d'abord et ensuite pour la «soulager» un peu. Nous l'appellerons Marie. Mariée depuis une dizaine d'années et maman, Marie explique qu'au début de son mariage tout se passait pourtant bien. Mais depuis quelques années, la situation s'est dégradée...

«Un jour, il a entendu que je le trompais. Les gens ont parlé et à partir de là il est devenu méchant. J'étais une femme coquette avant. Je mettais du parfum et je portais des talons. Aujourd'hui, c'est lui qui décide ce que je vais porter, chaque matin avant

d'aller au travail. Et je ne conteste pas parce que je sais très bien comment ça va se finir sinon».

Marie est battue depuis des années. Elle a décidé de tenir le coup et de se résigner à la situation, parce qu'elle a des enfants. Comme de nombreuses mères et femme, elle concilie vie professionnelle et familiale. Mais, aujourd'hui, elle dit faire des va-et-vient incessants entre la maison et le travail. Elle explique ne plus avoir de vie et ne plus avoir droit aux sorties.

«Je n'ai pas le droit de voir des copines. Je ne sors plus, même pas avec lui. Je reste à la maison et soigne mon intérieur. Quand je vais travailler, j'emmène le téléphone que monsieur m'a acheté. Chaque soir, quand je rentre, il récupère le téléphone et vérifie si j'ai eu des appels ou des messages».

«Les femmes modernes qui savent se faire respecter et aimer à leur juste valeur sont des guerrières des temps modernes»

Elle explique que ça n'a pas marché avec elle et que c'est son destin.

Alors que je lui parle de l'avenir, des associations qui peuvent lui venir en aide, des plaintes et surtout de l'anormalité de la situation, elle me répond que je suis à mille lieues de sa réalité: «ou lé trop jeune pou compran sa ma fille», avant de poursuivre «j'ai perdu 20 kilos et je ne veux pas en parler. J'ai déjà porté plainte et les policiers ne font rien pour m'aider. A chaque fois que j'ai porté plainte, la situation s'est empirée et il me le fait payer encore plus que d'habitude. Ça ne sert à rien et ça ne me protège pas d'aller les

voir. C'est facile à dire de réagir, de sortir de cette situation. Vous ne pouvez pas savoir ce que c'est, vous n'êtes pas dans la situation».

Marie explique nostalgique qu'elle profitait autrefois de son salaire. Cette indépendance financière qu'elle avait gagnée et dont elle était fière, tout comme elle se satisfait encore des diplômes qu'elle a obtenus en étant jeune.

«Avant je pouvais profiter de mon argent. Je m'offrais des bijoux...J'étais une femme trop sexy. Quand tu es une femme mariée, il y a des codes à respecter. Je ne porte plus de jupes parce que je suis mariée et je l'ai compris. Il me dit que c'est irrespectueux d'attirer le regard des hommes sur moi. Quand tu te maquilles et que tu te coiffes, c'est suggestif. Tu attires l'œil et les hommes n'aiment pas que tu te donnes en spectacle. Il m'a traité de tous les noms, j'ai fini par y croire. On arrive à ne plus vouloir être belle, sinon c'est sale...».

Décontractée, Marie m'explique que ses relations sexuelles sont forcées. Constamment dénigrée, elle a elle aussi appris à s'auto-dénigrer avec le temps. Entre résignation et abandon, cette femme courageuse provoque chez moi l'indignation et aussi la peur «i pe ariv'a ou osi». Elle raconte, avec un sérieux et un calme déconcertant, comment son mari la force à avoir des relations sexuelles en permanence: «Il me prend n'importe où, n'importe quand».

Elle met fin à la conversation et me demande poliment de partir...avec mon témoignage de femme battue entre les mains. Sujet tabou, sujet sensible et pourtant il faut en

parler et « dire » pour ces femmes silencieuses, maltraitées dans l'ombre, battues et violées une fois que la porte du ménage est fermée.

Marie n'est pas la seule dans cette situation. Pourtant indépendantes financièrement, elles sont nombreuses à être maintenues sous une pression psychologique, pression suffisamment forte et constante pour empêcher le moindre mouvement de révolte. Tenues par la peur d'être retrouvées ou poursuivies, ces femmes font le choix de rester à la maison, de supporter ou encore de repousser le départ. Les autres, dépendantes financièrement, sont davantage prisonnières des violences conjugales. Soumise un peu plus, car non autonome sur le plan financier, la violence conjugale devient vite une prison. Prison que les associations n'arrivent pas à pénétrer totalement. Les non-dits et le silence dans lesquels ces femmes s'enferment doivent tout de même trouver échos.

Que vous soyez témoin ou victime de violences conjugales, appelez le 115.

En bref...

Sénat :

D'abord supprimée par «distraction», la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), principale enveloppe budgétaire allouée par l'État aux collectivités locales a été rétablie ce mercredi. La DGF représente au total une enveloppe de 41,4 milliards d'Euros. L'opposition de droite au Sénat a quant à elle voté contre.

Environnement :

Dans son rapport intitulé «gestion des risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques», le GIEC affirme avec une certitude à 99% que les températures journalières extrêmes continueront à augmenter. Par ailleurs, il affirme avec 66% de certitude que les activités humaines y ont déjà contribué, et ce à l'échelle de la planète.

LMDE :

Depuis le salon de l'éducation, La Mutuelle Des Étudiants (LMDE) à la Réunion investit les réseaux sociaux. Retrouvez les photos du salon, les campagnes militantes et d'autres informations sur «Lmde Reunion»!

Journée de lutte contre les violences faites aux femmes :

Comme chaque année, le CEVIF organise une marche pour «la Paix, le Respect et l'Amour dans la Famille». Les départs sont prévus à 8h30 à différents coins de la ville de Saint-Denis vers le Jardin de l'État: Bas de la rivière — village des pêcheurs, mairie de Bellepierre, Stade de Montgaillard et piscine du Chaudron. Des animations sont par la suite prévues tout au long de la journée au Jardin de l'État.



(photo d'archives J.-F.N.)

Plus que jamais, on doit dire non à toutes les formes de violences notamment lors de la marche blanche.

Service à la personne - Partie 4 :

Les SAP, un secteur en plein développement sur l'île

Ce n'est que depuis peu que les services à la personne prennent leur envol à La Réunion.

Ça représente quoi?

Combien d'entreprises concernées? Et combien de personnes en bénéficient?

Zoom sur chiffres et mesures mises en places.

En effet, l'île comptabilise déjà une trentaine d'entreprises de services à la personne! Vers fin 2007, l'administration dénombrait 39 structures agréées, dont les ? sont des entreprises privées. Un développement faramineux en seulement deux ans qui s'explique notamment par le volontarisme des politiques publiques. C'est un véritable boom auquel nous assistons en termes de créations d'entreprises, mais pour l'instant la majeure partie des heures de services à la personne demeure tout de même fournies par les associations.

Cependant, les évolutions de la société et les politiques publiques menées et plus particulièrement l'action sociale du Conseil général, ne pourront que doper ce secteur. De fait, plusieurs raisons concourent à cet optimisme, à commencer par le vieillissement de la population. Les populations âgées et dépendantes sont très demandeuses de services à la personne et des mesures sociales existent pour en faciliter l'accès. L'activité professionnelle des femmes ensuite, même si elle est inférieure à celle des femmes de la métropole (67,5% contre 81,5% en 2005), progresse régulièrement. Du côté de l'État, une convention a été signée fin 2007 entre l'État, le Département et la Région Réunion afin de mettre en œuvre un véritable plan de développement de ces services. L'objectif de cette convention est principalement la création de 1.500 emplois dans le secteur dans les trois ans à venir. Un pari ambitieux, mais largement réalisable.

En outre, les salariés du secteur des services à la personne combinent souvent cet emploi à un autre pour notamment «arrondir les fins de mois» en cumulant deux emplois. En ce sens, en termes d'offre et de demande, c'est également un marché à creuser car il s'agit d'un secteur prometteur en matière d'emploi,



Les services à la personne sont un secteur porteur d'emplois.

mais néanmoins fragile et peu professionnalisé. Preuve en est par exemple pour la mise en liquidation judiciaire de l'ARAST, le 27 novembre 2009. L'objectif est de ne plus arriver à une telle situation. Pour ce faire, Département, Région et Association des maires ont décidé de «structurer» le secteur des services à la personne, de la petite enfance aux personnes âgées. Un travail de 8 mois a été réalisé pour mettre en place un «GIP SAP» — Groupement d'Intérêt Public «Services À la Personne». Une demande d'agrément a ensuite été déposée à la préfecture, et obtenue le 1^{er} octobre 2010 dernier, permettant la mise en place du groupement. Ce GIP SAP aura 3 principales missions:

D'abord, c'est «coordonner et associer au sein d'une même structure des personnes publiques et des personnes privées». À l'heure actuelle, il existe plus de 60 associations agréées qui peuvent prétendre intégrer le

GIP. Le principe est de dire qu'elles garderont leur autonomie, mais leur présence au sein de l'organisme permettra de mieux répondre à leurs besoins.

Ensuite, le GIP doit réguler et conseiller les organismes travaillant dans ce domaine pour éviter à l'avenir des «situations de tensions organisationnelles et financières». Le groupement mettra également en commun des moyens d'évaluation permettant de «mesurer et de garantir la qualité et la continuité de la prise en charge au meilleur coût». Enfin, le GIP SAP est un «laboratoire» qui ferait de l'ingénierie et de l'expertise pour accompagner les structures et les porteurs de projets dans leur domaine d'activité.

Historiquement, le projet de mise en place de ce groupement remonte au conseil interministériel de l'Outre-mer. Les conclusions mettaient en exergue la nécessité de structurer deux secteurs sur l'île. Celui de l'environne-

ment et celui des services à la personne. Le lancement officiel du GIP SAP s'est fait les 29 et 30 novembre 2010 derniers. Aujourd'hui, les SAP se développent rapidement à La Réunion, mais aucune conséquence positive du GIP SAP ne s'est fait encore sentir sur le marché local; le constat est de dire qu'aucune communication de masse à son sujet n'a été développée.

Aujourd'hui, dans un contexte de crise, La Réunion comme la France, subit les coups de rabots successifs de la rigueur budgétaire. Pour l'instant, le secteur des services à la personne reste épargné.

Cette approche localisée des services à la personne à La Réunion nous a permis de faire un état des lieux existant du secteur. Nous ferons état prochainement des potentialités sur l'île.

Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal, Béatrice L., Stéphane M., Emeline V., Gilles L., Hassan I., ... Retrouvez nous sur FB « L'Az Do Fèr », sur le blog www.noulekapab.com! RDV Vendredi prochain !

contact@noulekapab.com

